

Pouvoir adjudicateur

Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé – **ANSM**
143/147 Boulevard Anatole France - 93200 Saint-Denis CEDEX

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

Passé en application du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

*Elaboré conformément au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services
approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS).*

**Service de taxi pour le compte de l'Agence Nationale de
Sécurité du Médicament et des Produits de Santé.**

MARCHÉ PUBLIC PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

Passé en application des articles L2120-1 2°, L2123-1 1° et R2123-1 1°, R2123-4 du code de la commande publique.

PROCÉDURE N°2024-126-PAM-DAF-ANSM

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 1 : OBJET, FORME, DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : NATURE ET CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 4 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DES PRIX DANS LE TEMPS.....	12
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	16
ARTICLE 8 : FACTURATION - PAIEMENT.....	20
ARTICLE 9 : PÉNALITÉS	21
ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC	22
ARTICLE 11 : RÉSILIATION	23
ARTICLE 12 : INDÉPENDANCE DES CLAUSES – NON-RENONCIATION.....	24
ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE – LANGUE – RÈGLEMENT DES LITIGES	25
ARTICLE 14 : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	25

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère en charge de la santé, l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ci-après désignée l' « ANSM » ou l' « Agence »), créée par la loi du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé, a été mise en place le 1er mai 2012 (à la suite de la publication du décret n°2012-597 du 27 avril 2012).

Agence d'évaluation et d'expertise, l'ANSM est également une agence de décision dans le domaine de la régulation sanitaire des produits de santé. Son directeur général prend ainsi chaque année, au nom de l'État, plusieurs dizaines de milliers de décisions destinées à concilier sécurité du patient et accès au progrès thérapeutique.

L'ANSM est répartie sur trois sites listés ci-dessous :

- 1) Le site de SAINT DENIS (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :
143/147 Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit « site Pleyel ») ;
- 2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :
31 Avenue Tony Garnier, 69007 LYON ;
- 3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :
635 rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES.

L'ANSM emploie aujourd'hui environ 1 000 agents.

Environ 900 agents travaillent sur le site de Saint-Denis, environ 75 agents sur le site de Vendargues et environ 50 agents sur le site de Lyon.

Dans le cadre de sa politique handicap, l'Agence prévoit la possibilité d'adapter les postes de travail des agents en situation de handicap en leur permettant de bénéficier d'une prise en charge par un taxi des trajets domicile-travail.

La direction générale de l'Agence est également amenée à utiliser périodiquement le taxi pour ses déplacements en fonction de ses besoins.

ARTICLE 1 : OBJET, FORME, DURÉE DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la mise en place d'une prestation de transport en taxi pouvant être réalisée de jour comme de nuit, pour des déplacements professionnels tous les jours de l'année. Dans la plupart des cas, la prestation doit nécessiter le recours à une flotte adaptée aux personnes à mobilité réduite (« PMR ») et/ou inclure la prise en charge des effets personnels de la personne transportée.

Il s'agit d'assurer le transport des agents autorisés à commander la prestation de taxi à partir du code transmis au prestataire et repris par celui-ci.

Les prestations attendues seront effectuées conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard de l'application des tarifs préfectoraux, concernant la licence des chauffeurs de taxis ou encore l'homologation des véhicules. Elles consistent en des prestations de qualité standard comprenant le transport des clients dans des véhicules possédant l'ensemble des équipements de confort et de sécurité.

Le volume annuel estimatif est d'environ sept cent (700) courses par an, la grande majorité d'entre elles concernant des personnes à mobilité réduite ; ce volume est donné à titre purement indicatif et ne présage pas des commandes futures. Le titulaire doit disposer d'une flotte suffisamment dense pour garantir disponibilité, ponctualité et réactivité.

Sont exclues du présent marché public les prestations de transport sanitaire qui doivent faire l'objet d'une prise en charge spécifique notamment par les transports médicalisés et/ou les services de secours.

1.2 Périmètre des prestations :

Les sites de l'ANSM identifiés à la date de publication de la présente consultation sont ceux cités dans l'article dédié à la présentation de l'ANSM.

Les collaborateurs et les invités désignés de l'ANSM peuvent bénéficier de prestations de transport pour effectuer à titre principal un trajet régulier domicile-travail et inversement, lorsqu'ils doivent se rendre sur le lieu d'un rendez-vous ou dans les gares ou aéroport à Paris, en Ile-de-France ou à proximité des autres sites de l'Agence lors d'un déplacement professionnel et plus particulièrement les matins et en soirée voire le week-end.

Par conséquent, le titulaire doit être capable d'assurer ces trajets, de prendre en charge des collaborateurs dans les lieux désignés, de proposer des tarifs sur les trajets aéroports/gare et d'adapter les heures de prise en charge par rapport aux horaires réels de décollage / atterrissage.

Les prestations de transport peuvent se dérouler du lundi au dimanche, en journée comme de nuit et jours fériés.

Le titulaire s'engage à assurer les prestations à toute heure de la journée ou de la nuit, en fonction des besoins des différents collaborateurs de l'ANSM.

Ces prestations sont facturées mensuellement à l'ANSM dans les conditions du présent document.

1.3 Allotissement :

Le présent marché public ne fait pas l'objet d'un allotissement, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.4 Forme du marché public :

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande au sens des articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les prestations sont réalisées au fur et à mesure des besoins de l'ANSM sur la base des bons de commande émis.

Conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique, pour la seule partie du marché concernant les prestations à bons de commande, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum sur sa durée totale (périodes de reconduction incluses) de cent vingt mille euros hors taxes (120 000,00 € HT).

1.5 Procédure :

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L2120-1 2°, L2123-1 1° et R2123-1 1°, R2123-4 du code de la commande publique.

1.6 Durée du marché public :

Le marché public est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an** et prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public pourra être reconduit tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, **sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.**

La reconduction du marché public ne peut être refusée par le titulaire.

En cas de non-reconduction, le titulaire est informé par l'ANSM au moins deux (2) mois avant l'échéance du marché public ou de toute période de reconduction. Le titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

1.7 Lieux d'exécution des prestations

Les courses de taxis se feront principalement au départ ou à destination des sites de l'ANSM (à Saint-Denis, Lyon et Vendargues) dont l'adresse est rappelée ci-dessous :

1) Le site de SAINT DENIS (93) constitutif du siège social de l'agence situé à l'adresse suivante :
143/147 Boulevard Anatole France, 93285 SAINT DENIS CEDEX (dit « site Pleyel ») ;

2) Le site de LYON localisé à l'adresse ci-dessous :

Service de taxi pour le compte de l'ANSM.

31 Avenue Tony Garnier, 69007 Lyon ;

- 3) Le site de VENDARGUES localisé à l'adresse ci-dessous :
635 rue de de la Garenne, 34740 VENDARGUES.

Néanmoins, le périmètre du marché public couvrira la France entière pour permettre aux collaborateurs et invités désignés de l'ANSM de bénéficier de prestations de transport lors de déplacements professionnels.

Par ailleurs, le titulaire est informé que les équipes sur le site actuel de Lyon de l'ANSM et certaines équipes du site de Saint-Denis de l'ANSM ont vocation à investir de nouveaux locaux dans un nouveau bâtiment situé au 31, avenue Tony Garnier, 69007 Lyon et dont la construction arrive à son terme à Lyon. Ce déménagement s'inscrit dans le cadre d'un projet de rapprochement avec l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) et doit avoir lieu en début d'année 2025.

Les changements touchant les lieux d'exécution du marché susmentionnés seront signalés en temps utiles au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou courriel avec accusé de lecture et seront considérés comme intégrés aux documents du marché par cette simple formalité, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Ils n'auront aucune incidence sur les tarifs contractualisés du marché.

1.8 Prestations similaires

L'ANSM se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché public, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre de marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables. Dans ces conditions, il sera possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agirait de confier au titulaire.

La durée pendant laquelle un nouveau marché public pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent contrat.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles régissant le présent marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires ou « BPU ») ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, sauf les stipulations auxquelles les documents précités dérogent expressément ;
- La Déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4), le cas échéant ;
- Les bons de commande émis lors de l'exécution du marché public ;
- L'offre technique du titulaire, comprenant le Cadre de Réponse Technique et tout document auquel celui-ci renverrait expressément ;
- Tout document remis avec l'offre du titulaire et non contraire au présent DCE ;
- Les relevés de course remis par le titulaire au bénéficiaire de la course avec les indications mentionnée à l'article 6.3 du présent CCP et tout document remis par le titulaire au cours de l'exécution.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique feront foi.

En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation entre les documents ci-dessus mentionnés, le document de niveau supérieur dans la liste ci-dessus prévaut pour l'obligation en cause.

NB : Les conditions générales du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans ses prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, aux normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché public.

3.1 Description de la prestation

L'ANSM souhaite mettre en place, une prestation de transport par l'intermédiaire d'une offre de taxi sur un périmètre couvrant la France métropolitaine, et principalement les zones géographiques à proximité des sites constitutifs de l'Agence (Saint Denis, Lyon, Vendargues).

Les seuls prestataires habilités à répondre au présent marché sont les entreprises de taxis, telles que définies par l'article L3121-1 du code des transports, soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur dans la zone concernée.

Il s'agit de souscrire à un abonnement régulier, **permettant au passager de ne pas régler les courses à bord du taxi.**

3.1.1 Modalité de réservation du taxi

Deux types de demandes peuvent émaner de l'ANSM ou de ses agents :

Ces prestations peuvent demander un départ immédiat : le collaborateur fait sa réservation quelques minutes avant le départ en indiquant les adresses de départ et d'arrivée. Le titulaire devra répondre à sa demande de façon immédiate et confirmer la prestation par SMS, téléphone ou par mail. Il s'engage à faire de son mieux et à mettre en œuvre tous les moyens pour satisfaire la demande du collaborateur.

Il se peut également qu'un collaborateur réserve une prestation à l'avance (au plus tôt 15 jours avant la course et au plus tard une (1) heure avant l'heure de départ souhaitée). Dans ce cas, le collaborateur doit pouvoir faire sa réservation en indiquant la date et l'heure à laquelle il souhaite que le véhicule soit disponible ainsi que les adresses de départ et d'arrivée. Le titulaire s'engage alors à répondre à la demande de présentation du véhicule au lieu convenu et à la date et à l'horaire prévus lors de la réservation et à confirmer la prestation par SMS, téléphone ou mail.

La prise en charge du bénéficiaire correspond à l'heure de prise de commande du taxi en demande immédiate et à l'heure de réservation pour le début de sa course en demande à l'avance.

1. Demande immédiate

Il s'agit de la situation dans laquelle un agent sollicite une prestation de transport pour usage imminent. Le titulaire procède alors sur le champ à la recherche du taxi demandé et annonce un délai estimatif d'arrivée du taxi en fonction de la disponibilité compris :

- entre 0 minutes et 15 minutes lorsque la course est commandée en Ile-de-France ou en métropole lyonnaise ;
- entre 0 minutes et 30 minutes lorsque la course a pour point de départ ou d'arrivée le site de Vendargues ;
- entre 0 et 45 minutes dans tout autre cas de figure.

Dans l'hypothèse où le titulaire annonce un délai estimatif d'arrivée supérieur aux prévisions énoncées ci-dessus, le bénéficiaire peut confirmer ou annuler sans frais sa demande.

Dans tous les cas après confirmation du bénéficiaire, celui-ci doit être informé de l'arrivée du taxi à l'adresse indiquée par SMS envoyé au numéro de téléphone mobile communiqué lors de la commande (ou tout autre moyen mis à disposition).

2. Demande à l'avance

Une demande à l'avance, dite « de réservation », est une demande **anticipée par l'ANSM d'une quinzaine de jours maximum jusqu'à une (1) heure minimum avant l'heure de déplacement**. L'ANSM précise le jour, l'heure, les spécificités éventuelles et le nom du passager. Dans le cas où aucun taxi ne se serait présenté dix (10) minutes après l'heure prévue de la prise en charge, le bénéficiaire peut annuler sans frais sa demande.

Dans le cas des gares ou des aéroports :

- Dans le cas où le collaborateur doit se rendre à une gare / à un aéroport au départ de l'un des sites de l'ANSM ou autre, il s'assurera de réserver au moins une (1) heure à l'avance. Dans le cas où il demanderait un départ immédiat, le titulaire met tout en œuvre pour assurer la prestation.
- Dans le cas où le collaborateur arrive à une gare / un aéroport et a commandé une prestation, le titulaire s'engage à vérifier les horaires d'arrivée des trains et avions afin de venir attendre le collaborateur au bon horaire,

et à ne pas décompter les temps d'attente liés à d'éventuels retards raisonnables (environ 15 minutes) des compagnies de transports.

Dans le cas d'une demande immédiate ou d'une réservation, le chauffeur du véhicule devra :

- s'assurer avant de commencer sa course que le nom de l'utilisateur qu'il vient de charger correspond à celui qui figure sur la réservation.
- être à la disposition de l'utilisateur pour tout déplacement et devra patienter à sa demande.
- accueillir personnellement l'utilisateur aux aéroports et aux gares à un point de rencontre fixé lors de la réservation.

3.1.2 Modification ou annulation de réservation

A l'initiative de l'utilisateur :

Les demandes de modification ou d'annulation d'une réservation de course par l'ANSM pourront être transmises au titulaire selon les moyens qu'il a mis à disposition (Internet, téléphone ou application mobile).

Elles n'entraîneront aucune facturation de frais par le titulaire tant que la réservation n'est pas confirmée ou que le véhicule n'est pas encore parvenu sur le lieu de prise en charge indiqué par l'utilisateur.

En cas de demande à l'avance, l'annulation de la commande peut être décidée par le bénéficiaire jusqu'à une (1) heure avant l'heure initialement convenue. Passé ce délai, le déplacement réalisé par le taxi jusqu'à l'annulation doit être réglé au chauffeur de taxi pour le montant figurant au compteur selon la tarification en vigueur.

En cas d'une demande immédiate, le bénéficiaire est en droit d'annuler sans frais la commande dans un délai de cinq (5) minutes après l'avoir validée. Au-delà, le déplacement réalisé par le taxi jusqu'à l'annulation doit être réglé au chauffeur de taxi pour le montant figurant au compteur selon la tarification en vigueur.

Sur le lieu de rendez-vous, le chauffeur est dans l'obligation d'attendre le collaborateur au moins cinq (5) minutes. Le collaborateur peut néanmoins demander une période d'attente supplémentaire jusqu'à dix (10) minutes.

Au-delà des cinq (5) minutes d'attente, et sans demande de mise en attente, le chauffeur est autorisé à quitter le lieu de prise en charge. Il constate alors la « non charge » et arrête la course en facturant le montant figurant au compteur dans le respect de la tarification en vigueur.

Des frais d'attente peuvent être facturés par le titulaire à l'ANSM.

Retard du taxi

Le titulaire doit signaler par tous moyens à l'utilisateur un éventuel retard du taxi commandé ou son impossibilité d'exécuter la prestation.

En cas d'annulation de la course de la part de la société de taxi, un élément de traçabilité devra être fourni mentionnant l'imputabilité de ce choix à la société de taxi. Dans un tel cas de figure, le taxi non chargé ne sera pas facturé. Le titulaire devra alors nécessairement proposer un nouveau taxi, sauf demande contraire de l'utilisateur et/ou de l'ANSM.

Dans le cas d'un retard, le titulaire doit nécessairement proposer un nouveau taxi, mais également recueillir l'accord de l'utilisateur, eu égard au temps d'attente indiqué, pour envoyer un nouveau taxi susceptible de prendre la course. L'envoi d'un nouveau taxi en cas de retard devra faire l'objet d'une traçabilité écrite mentionnant l'imputabilité d'un tel choix. Dans un tel cas de figure, le premier taxi non chargé ne sera pas facturé. Tout retard peut également être sanctionné par l'application de pénalités prévues dans le présent CCP.

Comptabilisation du temps d'attente

Pour une course réservée, l'attente a pour point de départ l'heure prévue de la prise en charge ; pour une demande immédiate, l'attente est décomptée à partir de l'arrivée signalée du taxi à l'adresse convenue.

3.1.3 Déroulement de la course

Le chauffeur doit emprunter le trajet le plus court entre le lieu de départ et le lieu d'arrivée, en cas de fort ralentissement d'embouteillage ou de blocage, le chauffeur est tenu de proposer un autre chemin et de solliciter l'accord de l'utilisateur.

3.2 Déclenchement de la prestation – Bons de commande

Les prestations de transport en taxi seront effectuées sur la base de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'Agence et signés par toute personne habilitée à cette fin par l'ANSM puis transmis au titulaire par courriel.

Le titulaire devra ainsi communiquer à l'ANSM le ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires des bons de commande immédiatement après la notification du marché et/ou après tout changement de destinataire.

L'ANSM émettra ainsi un bon de commande en début de période initiale (ou d'une période de reconduction du marché) et/ou en début d'année civile pour une commande de courses de taxis sur la base d'un montant estimatif pour la période. Elle pourra à tout moment émettre un bon de commande complémentaire et/ou un bon de commande rectificatif afin de :

- soit compléter la commande faite au titulaire pour une période donnée ;
- soit rectifier en cours de période le montant de la commande passée initialement au titre de celle-ci (notamment en vue d'ajuster en fin de période le montant de la commande initiale sur la base des consommations réelles de celle-ci).

Dans tous les cas, chaque bon de commande émis par l'ANSM comportera a minima les éléments suivants :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- La désignation des prestations,
- Le montant (estimatif le cas échéant) total hors taxes de la commande,
- Le taux de la TVA,
- Le montant total TTC.

En cas de groupement, la notification du bon de commande sera faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les bons de commande donneront alors lieu à l'exécution de prestations de transport en taxi sur réservation ou non selon les modalités prévues au présent CCP.

3.3 Mise en œuvre de la prestation

L'heure d'arrivée devra être indiquée par le taxi, dans la mesure où elle constitue une donnée organisationnelle importante et peut correspondre au point de départ de la facturation.

Les horaires d'arrivée et de fin de prise en charge seront impérativement certifiés par la signature de l'agent utilisateur sur la facture de transport ou feuille de route. **Le nom de l'agent, ou le cas échéant des agents transporté(s), doit être correctement orthographié et figurer en toutes lettres sur la facture de transport émise par le titulaire.**

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande de l'ANSM dans les délais ou conditions prescrits, il fait appel à un prestataire extérieur dans les conditions définies au présent marché. La charge financière et organisationnelle d'un tel recours à un prestataire extérieur au marché incombe à son titulaire, en tout temps et en tout lieu régis par le présent marché.

3.3.1 Modes de réservation

Pour ces prestations, l'ANSM souhaite bénéficier d'un ou de l'ensemble des trois (3) modes de réservation différents :

- Un site internet ;
- Une application mobile ;
- Une ligne de téléphone dédiée avec priorisation des demandes et garantie de disponibilité de véhicules.

Pour chaque mode de réservation, un login et mot de passe sont obligatoires pour les personnes autorisées à utiliser le service. Aucune demande ne devra être prise en compte par le titulaire sans ce code confidentiel.

En cas de mise à disposition de ces trois modes de réservation, les logins et mots de passe pour se connecter sur le site internet et sur l'application mobile ou pour réserver par téléphone doivent être les mêmes dans la mesure du possible.

Site internet

Il peut s'agir du site générique du titulaire sur lequel on s'identifie ou d'un site cent pour cent (100%) personnalisable.

Le site doit être ergonomique, clair et facile d'utilisation. Les différents utilisateurs doivent pouvoir s'identifier au moyen d'un login et d'un mot de passe, qui doit être changé selon une fréquence régulière afin d'assurer la sécurisation des données.

Les collaborateurs doivent pouvoir réserver une prestation pour eux-mêmes ou pour un autre collaborateur en fonction de leurs autorisations, entrer l'adresse de départ et l'adresse d'arrivée, l'heure à laquelle ils souhaitent partir et le type de voitures dont ils ont besoin (dans le cas d'un besoin spécifique : nombre de personnes à transporter). Le site internet doit permettre de retrouver les informations relatives au compte en cours d'usage (nom d'utilisateur, nombre de courses commandées, récapitulatif des dépenses engagées sur le mois, trajet opéré etc.).

Les réservations sur le site Internet doivent pouvoir se faire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Application mobile

Le titulaire peut proposer une application mobile qui doit permettre de réserver une prestation directement via un smartphone. L'application doit être disponible pour iOS et Android.

L'application doit être intuitive, ergonomique et simple d'utilisation. Chaque utilisateur devra se connecter sur son profil afin de pouvoir réserver des prestations.

L'application doit permettre :

- De réserver une prestation, en immédiat ou à l'avance ;
- D'entrer les adresses de départ / d'arrivée ou de choisir une course libre ;
- De savoir quel est le temps d'attente avant l'arrivée du véhicule et du chauffeur ;
- De retrouver les informations relatives au compte en cours d'usage (nom d'utilisateur, nombre de courses commandées, récapitulatif des dépenses engagées sur le mois, etc.).

Les réservations via l'application mobile doivent pouvoir se faire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Ligne de téléphone dédiée

Le titulaire doit proposer un service de réservation via un numéro de téléphone dédié. Ce service de réservation doit pouvoir être accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Les collaborateurs doivent pouvoir y faire des demandes immédiates et des demandes de réservation.

Il est souhaité que le temps d'attente des utilisateurs avant prise en charge par un opérateur téléphonique soit inférieur à **cinq (5) minutes**. Le titulaire peut proposer une meilleure prise en charge téléphonique qu'il détaillera dans le cadre de son offre technique. Les frais d'appel ne doivent pas être surtaxés.

3.3.2 Profils utilisateurs et émission de codes :

L'ANSM veut pouvoir définir plusieurs profils utilisateurs en fonction de ses collaborateurs, chaque profil ayant ses propres autorisations et restrictions définies en interne.

Quatre (4) profils existent et sont autorisés à ce jour à recourir à la prestation de taxi pour leurs déplacements professionnels :

- Les agents sous astreinte ;
- Certaines personnes issues de directions autorisées ;
- Les personnels à mobilité réduite ;
- Les trajets rendus nécessaires par une convocation d'ordre médical imposant une prise en charge de l'employeur (notamment lors des convocations du conseil médical aux expertises pour congé de longue maladie ou congé de grave maladie).

A ce jour, ce sont une quinzaine de personnes qui sont identifiées pour bénéficier de la prestation taxi.

A la notification du marché, l'administrateur désigné au sein de l'ANSM crée tous les profils/comptes utilisateurs et procède aux nouvelles créations et aux suppressions. Au cours du marché, l'administrateur doit avoir la possibilité de créer des profils supplémentaires, à la demande et à partir des moyens mis à disposition par le titulaire afin notamment de commander des courses pour des collaborateurs de l'établissement qui ne sont pas identifiés comme utilisateurs mais pour lesquels un trajet en taxi peut s'avérer nécessaire ponctuellement.

Seule l'ANSM par l'intermédiaire de son administrateur définit la liste des personnes utilisatrices.

Une fois son profil renseigné auprès du titulaire, chaque utilisateur, soit le bénéficiaire direct de la prestation, doit détenir des codes confidentiels d'accès et peut réserver des courses en renseignant les informations liées au déplacement demandé (lieux, date et heure...). L'utilisateur ne peut réserver un taxi que pour lui-même.

Cas spécifiques des personnes à mobilité réduite (ou « PMR ») :

Il s'agit pour le titulaire de mettre à disposition un véhicule adapté. Ce véhicule doit être accessible à toute personne ayant un handicap : moteur, visuel, auditif, et mental. Une formation de sensibilisation des chauffeurs à la prise en charge des PMR est demandée. De même, il est souhaité que les opérateurs soient formés afin de pouvoir répondre aux demandes particulières des personnes à mobilité réduite.

Le type de véhicules requis pour le transport de PMR peut comprendre :

- Une rampe d'accès (pour prendre en charge une personne en fauteuil roulant),
- Un habitacle suffisamment dimensionné,
- Un plancher bas,
- Un grand coffre pour fauteuil pliable.

L'ANSM attire l'attention sur le cas de la présence très ponctuelle d'une personne se déplaçant à l'aide d'un fauteuil roulant électrique. Ce cas très rare et ponctuel a pu exister au sein de l'Agence et peut se reproduire dans les années à venir. Si tel était le cas, le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires au transport d'une personne à mobilité réduite utilisatrice d'un fauteuil roulant électrique.

3.3.3 Véhicules à disposition :

Le titulaire devra s'assurer d'avoir toujours à disposition un nombre de véhicules suffisants pour subvenir aux besoins de l'ANSM. Il est souhaité que les taxis utilisés par le titulaire soient équipés d'un calculateur GPS qui permet de connaître, à quelques mètres près, la position de chacun des véhicules. Les véhicules doivent par ailleurs respecter les exigences fixées à l'article 3.6 du présent CCP.

Par ailleurs, afin de répondre au besoin de chacun, le titulaire peut proposer différents types de véhicules dont :

- Un véhicule type « VAN » pouvant accueillir des groupes de 4 à 7 personnes maximum (en cas de trajet optimisé vers un lieu commun).
- Un service monospace ou équivalent permettant le transport de cinq (5) personnes et leurs bagages.
- Un véhicule équipé de rampe d'accès pour prendre en charge une personne en fauteuil roulant.

L'ensemble des véhicules utilisés par les chauffeurs affiliés à l'entreprise titulaire devront répondre durant toute la durée du marché à l'ensemble des prescriptions d'équipement, de signalisation et de contrôle technique imposées par le Code de la Route et la réglementation applicable aux taxis. Le titulaire s'engage à ce que les véhicules soient propres et bien entretenus.

3.3.4 Personne à contacter en cas de difficulté en cours d'exécution du marché

Madame Malika ABINA

Tél : 01.55.87.44.25

Courriel : malika.abina@ansm.sante.fr

L'ANSM pourra à tout moment notifier au titulaire un changement d'interlocuteur de personne en charge du marché par courriel.

3.4 Sous-traitance

Soit que la déclaration de sous-traitance ait été faite durant la phase de consultation des entreprises et notifiée au titulaire, soit qu'elle intervienne en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de proposer des sous-traitants à l'agrément de l'ANSM qui peut les accepter ou les refuser, après avoir examiné les pièces fournies.

Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public :

Le titulaire adresse à l'ANSM, contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception, une déclaration contenant les renseignements qui suivent. A cet effet, le titulaire doit utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site de la Direction des Affaires juridiques du ministère de l'Economie et des Finances.

En tout état de cause, la déclaration remise au pouvoir adjudicateur doit obligatoirement contenir, conformément à l'article R2193-1 du code de la commande publique :

- a) la nature des prestations sous traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Il remet également un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 du code de la commande publique et un RIB ou preuve de banque en cas de droit au paiement direct.

Le titulaire remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, conformément à l'article R2193-3, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. Jusqu'à la fin du contrat, le titulaire du présent marché demeure le seul interlocuteur de l'ANSM.

3.5 Développement durable - RSE

Par sa mission, l'Agence contribue aux objectifs de développement durable tels que définis par l'Organisation des Nations Unies. Conformément aux axes de son Contrat d'objectifs et de performance pour la période 2024-2028 signé avec l'Etat (représenté par son ministère de tutelle), l'ANSM entend développer une politique ambitieuse de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) qui intègre les enjeux environnementaux et autres enjeux liés au développement durable.

➤ Enjeux environnementaux du marché public :

Dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, le titulaire devra se conformer aux exigences suivantes concourant à la mise en œuvre des objectifs de développement durable de l'ANSM à travers ses fournisseurs :

- Quel que soit la capacité et les équipements des véhicules, les courses seront assurées par des véhicules peu polluants qui devront être classés dans les catégories « Crit'Air 0 » (aussi appelée « Crit'Air spécial ») ou « Crit'Air 1 » ;
- En complément des stipulations précédentes, le titulaire proposera dans la mesure du possible, des véhicules « propres » ou « dits propres » (à hydrogène, 100 % électriques, GPL, hybrides léger ou complet, hybrides rechargeables ou roulant au bioéthanol).

Le titulaire est par ailleurs encouragé à renouveler régulièrement son parc de véhicules afin d'en réduire l'âge moyen et d'y augmenter la part de véhicules propres.

➤ Enjeux sociaux du marché public :

Le titulaire est encouragé à réaliser une (ou des) action(s) d'insertion professionnelle en faveur de personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès ou de retour à l'emploi, à savoir :

- les bénéficiaires des minima sociaux (RMI, ASS, API),
- les demandeurs d'emploi de longue durée (soit au chômage depuis douze mois ou plus),
- les personnes ayant une reconnaissance de travailleur handicapé,
- les jeunes de moins de 26 ans, sans qualification.

Le titulaire pourra ainsi en cours de marché, de sa propre initiative communiquer vis-à-vis de l'ANSM sur ses actions visant à prendre en compte les enjeux sociaux et sociétaux.

Il pourra dans tous les cas être interrogé par l'ANSM sur les actions qu'il a mises en œuvre pour favoriser la prise en compte des objectifs RSE et de développement durable, notamment dans le cadre du contrôle des engagements qu'il aura pris dans la cadre de son offre.

ARTICLE 4 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX ET VARIATION DES PRIX DANS LE TEMPS

4.1 Contenu du prix

Les transports seront facturés sur la base des prix figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (« BPU »), définis selon la réglementation applicable et diminués des éventuelles remises consenties par le titulaire. Les prix peuvent comprendre une partie forfaitaire d'adhésion à renseigner le cas échéant dans l'annexe financière.

Les tarifs appliqués comprennent notamment :

- Les frais liés à un éventuel abonnement annuel forfaitaire (à renseigner distinctement dans l'annexe financière),
- Les frais de prise en charge, l'indemnité kilométrique et le temps d'attente ou marche lente,
- Le suivi indication compteur et le tarif préfectoral en vigueur (Paris, Ile-de-France, province),
- Les frais de gestion administrative,
- Les frais de suivi des attentes,
- Le temps d'approche jusqu'au lieu de prise en charge indiqué par l'utilisateur lors de la réservation de la course selon la tarification en vigueur,
- L'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les tarifs appliqués dans le cadre de l'exécution du marché seront déterminés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. A l'heure actuelle, il s'agit notamment de l'arrêté du 22 janvier 2024 relatif aux tarifs des courses de taxi (NOR : ECOC2333494A) ainsi que du Décret n°2015-1252 du 7 octobre 2015 relatif aux tarifs des courses de taxi. Il s'agit de tarif maximum, le titulaire étant incité à proposer des tarifs inférieurs dans le cadre de son offre initiale tout comme des révisions de prix en cours d'exécution du marché.

La prestation pourra donner lieu à un pourboire à la seule initiative de l'utilisateur et versé par lui-même sans que le chauffeur ne puisse l'exiger.

Le titulaire certifie que les prix qu'il pratique dans le cadre du présent marché et qui figurent dans le BPU n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle entreprise.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'ANSM, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché (rabais sur prix unitaires), et d'en faire bénéficier, dans ce cas, l'ANSM.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

4.2 Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres, indiqué dans l'Acte d'Engagement.

Hors cas de force majeure ou d'imprévision, ils sont ensuite révisables une (1) fois par an, à la hausse comme à la baisse, conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions exposées ci-dessous :

- **Pour le prix des prestations dont le montant est librement fixé par le titulaire (abonnement et autres frais administratifs conformément à l'annexe financière) :**

Ces prix sont fermes pendant la première (1ère) année d'exécution du marché. Ils sont ensuite révisables une (1) fois par an, à la date anniversaire du marché public, par référence aux barèmes et/ou tarifs du titulaire applicables à l'ensemble de sa clientèle entreprises. Nonobstant ces stipulations, la révision annuelle desdits prix ne pourra entraîner une hausse globale de plus de deux pour cent (2%) par rapport à l'année précédente. En cas de hausse supérieure à deux pour cent (2 %) proposée par le titulaire, l'ANSM pourra limiter la hausse à deux pour cent (2 %).

La révision intervient à la demande exclusive du titulaire. Elle doit sous peine de forclusion être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception ou adressée par courriel avec accusé de réception à l'adresse

marchespublics@ansm.sante.fr trente (30) jours avant l'application des nouveaux prix. Il appartient au titulaire de communiquer à l'ANSM une nouvelle annexe financière (nouveau BPU) avec les prix révisés. Ce document fera mention des variations en pourcentage dans les lignes de celle-ci. Les nouveaux prix issus d'une révision sont ensuite fermes pour une durée d'un (1) an, jusqu'à la révision suivante.

- **Pour le prix des prestations dont le montant est encadré par la réglementation en vigueur (cours de taxi et autres charges et suppléments afférents) :**

Le prix des prestations dont le montant est encadré par la réglementation en vigueur est révisable une (1) fois par année civile, au moment de la mise à jour des taximètres du titulaire et dans le respect de ladite réglementation. Dans tous les cas, le rabais accordé à l'ANSM par rapport aux tarifs maximum fixés par arrêté devra être maintenu par le titulaire sur toute la durée d'exécution du marché, si bien que les prix concernés ne pourront évoluer que dans la même proportion que les tarifs maximum des courses et frais annexes fixés par arrêté. La révision des prix concernés intervient à la demande du titulaire formulée à l'ANSM entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'année concernée et au moins quinze (15) jours avant l'application des nouveaux tarifs. Elle devra être accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs (deux derniers arrêtés applicables, nouvelle annexe financière, etc...).

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Interlocuteur

Pour l'exécution du marché et dès sa notification, le titulaire désigne un interlocuteur dédié suffisamment qualifié pour le représenter auprès de l'ANSM et piloter l'exécution des prestations. Cet interlocuteur pourra être contacté lors de la création et de la gestion des comptes ou lors de l'apparition d'un problème.

5.2 Ponctualité et comportement

Le titulaire devra prendre toutes les mesures qui s'imposent, compte tenu des contraintes de circulation, pour assurer la ponctualité des véhicules et réduire leurs retards.

Le titulaire s'engage à satisfaire la demande par la présentation d'un taxi sur le lieu de rendez-vous pour la prise en charge du demandeur dans un délai de présentation le plus court possible.

Le titulaire a une obligation de résultat en heure creuse comme en heure de pointe.

Le titulaire s'engage à ce que les chauffeurs aient un comportement courtois, polis, professionnel et fassent preuve de discrétion vis-à-vis des utilisateurs.

5.3 Relevé de course

A l'issue de chaque course, le chauffeur remettra à l'utilisateur un relevé de course (papier ou électronique) sur lequel figurera obligatoirement :

- le nom du passager et signature,
- le lieu, la date et l'heure exacte de prise en charge de l'utilisateur,
- le lieu, la date et l'heure exacte d'arrivée de l'utilisateur,
- le type de prestation demandé,
- précision « non charge » (si l'agent n'a pas pris son taxi),
- le retard éventuel de prise en charge,
- le montant de la course TTC,
- les références du chauffeur,
- le numéro de course.

5.4 État statistique mensuel

A des fins de suivi du déroulement de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à fournir au plus tard le 5 de chaque mois un état statistique mensuel des courses effectuées le mois précédent sous format exploitable (.odf, .xls), par courriel ou en le rendant accessible sur l'espace en ligne du site Internet du titulaire.

Cet état statistique devra correspondre au détail des factures mensuelles.

L'état statistique mensuel devra renseigner les rubriques suivantes :

- l'état des courses :
 - le nombre de course par compte abonné ;
 - le nom de l'utilisateur ou son code client ;
 - le code chauffeur ;
 - la date et l'heure exacte de la demande de course ;
 - la date de la course ;
 - l'heure exacte de la prise en charge de l'utilisateur ;
 - le lieu de prise en charge ;
 - le lieu d'arrivée de la course ;
 - l'heure exacte de fin de la course ;
 - le nombre de kilomètres parcourus et le tarif par minute et/ou par kilomètre associé ;
 - les éléments de majoration (horaire de nuit, bagages, nombre de passagers) ;
 - le n° de la facture se rapportant à la course ;
 - le pourcentage de courses respectant les délais de présentation renseignés au présent CCP ;
 - l'indication du motif en cas de non prise en charge d'une course ;
- l'état des appels :
 - le nombre total d'appels traités ;
 - le nombre d'appels pour « non charge » ;
 - le nombre d'appels « véhicule non arrivé » ;
 - le pourcentage des appels pris en charge respectant le délai fixé au présent CCTP ;
- le type de demande :
 - demande immédiat de course ;
 - demande de course avec réservation.

En cas d'envoi électronique, il convient de transmettre ces éléments sous forme de tableau au service en charge de l'administration et des finances de l'ANSM à l'adresse suivante : Ansm.CRB-DAF@ansm.sante.fr ainsi qu'à la Direction des ressources humaines à l'adresse suivante : malika.abina@ansm.sante.fr (ou à toute autre adresse en cas de changement d'interlocuteur notifié par courriel par l'ANSM).

En cas de non transmission de l'état statistique mensuel dans les délais précités, l'ANSM pourra appliquer une pénalité financière selon les modalités prévues à l'article 8 du présent document.

5.5 Confidentialité des demandes

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à une obligation de confidentialité sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché notamment sur les demandes d'intervention dans les conditions et conformément aux stipulations de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels (notamment et sans que ce soit limitatif les chauffeurs transportant les agents de l'ANSM), préposés et éventuels sous-traitants. La responsabilité du titulaire est engagée de plein droit notamment en cas de divulgation susceptible de nuire aux intérêts de l'ANSM. Le titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ANSM, qui leur auront été communiquées ou dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à garder la plus stricte confidentialité sur les objets et documents éventuellement oubliés par les utilisateurs et les clients dans ses véhicules ainsi qu'à leur restituer dans les plus brefs délais.

En outre, la société titulaire ne pourra mentionner sur quelque support que ce soit sa collaboration avec l'ANSM sans avoir obtenu préalablement son accord écrit.

Le titulaire assurera aussi la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Concernant la protection des données à caractère personnel, chaque partie au marché est tenue au respect des règles en vigueur relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché conformément au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit RGPD.

Les obligations définies au présent article demeurent en vigueur cinq (5) ans après la fin du présent marché (quel qu'en soit la cause).

5.6 Certificats

Le titulaire sous peine de résiliation du marché à ses torts exclusifs, doit être à jour des obligations, déclarations et attestations conformes à l'article L2141-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ou chaque cotraitant est tenu de transmettre avant la conclusion du marché, de les actualiser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, selon la date de validité des documents, et sans que l'ANSM n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 (dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé), et D8254-2 à D8254-5 (pour la lutte contre l'emploi d'étrangers sans titre de travail) du code du travail, ainsi que les attestations et certificats délivrés par les administrations fiscales et sociales et organismes compétents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par la titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ANSM, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Le titulaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes de l'Etat d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par l'Etat concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de l'Etat.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces pourra emporter résiliation du marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

5.7 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec l'ANSM.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'ANSM y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

5.8 Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer l'ANSM sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par l'ANSM après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais par courrier les documents suivants à l'ANSM :

- Le procès-verbal relatif à la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché. L'ANSM est en droit de refuser le changement de titulaire ; le nouveau titulaire proposé ne devant par ailleurs faire l'objet d'aucune interdiction légale d'accès à la commande publique.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'ANSM.

5.9 Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire doit par ailleurs, et en sus des stipulations de l'article 9 du CCAG-FCS, contracter l'ensemble des assurances prévues par la législation et la réglementation en vigueur en lien avec l'exécution des prestations objet du présent marché ; il devra dans ce cadre contracter et maintenir les assurances des véhicules utilisés pour les courses en taxi et être à jour du paiement des primes correspondantes. Il devra de même dans les sept (7) jours suivant une demande circonstanciée de l'ANSM produire une preuve d'assurance d'un ou (des) véhicules utilisé(s) pour l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, l'ANSM se réserve le droit de contrôler, à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Il peut s'agir de vérifications de nature quantitative ayant pour objet de contrôler :

- que le nombre de courses facturées correspond au nombre de courses réellement réalisées,
- que les informations et tarifs des courses facturées correspondent bien à la réalité de la prestation effectuée (et telle qu'elle apparaît notamment sur le relevé de course),
- que la course n'a pas été abusivement rallongée par le conducteur et/ou surfacturée à l'ANSM.

D'un point de vue qualitatif, les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'ANSM de s'assurer notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans les documents du présent marché public, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et qui ont été reprises ou améliorées dans son offre ;
- a respecté les délais fixés dans les documents du marché ou de son offre dans le cas où cette dernière proposerait un engagement de délais plus contraignant ;
- a réalisé les prestations définies dans les documents du marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles ; et
- de façon plus générale, a respecté et s'est conformé aux exigences et prescriptions du présent CCP.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

A l'issue des opérations qualitatives, l'ANSM pourra :

- prononcer l'admission des prestations à hauteur de ce qui a été correctement réalisé ; l'admission prend alors effet à la date du service fait ;
- prendre une décision de refaction dans les conditions prévues à l'article 30.3 du CCAG-FCS ; ou
- rejeter la facture transmise par le titulaire pour non-conformité constatée.

Nonobstant les stipulations précédentes, face à tout manquement constaté au cours des opérations de vérification prévues au présent article, l'ANSM pourra, en complément de la décision de rejet et/ou de refaction prise, adresser une mise en demeure au titulaire de faire cesser le manquement et le cas échéant, faire application des stipulations du présent CCP relatives aux pénalités et/ou à la résiliation du marché public.

ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

7.1 Définitions

Aux fins du présent du marché public, et notamment concernant cet article, les termes « données à caractère personnel », « traitement », « limitation du traitement », « fichier », « responsable de traitement », « sous-traitant », « destinataire », « tiers », « consentement », « violation de données à caractère personnel », « autorité de

contrôle » ont la même signification que dans le Règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »).

Par « Données », sont entendues, les données à caractère personnel traitées par l'ANSM au titre du présent marché public.

Par « Traitements », sont entendus les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre par l'ANSM au titre du présent marché public.

7.2 Responsabilité du traitement

L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM) est responsable du traitement.

7.3 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché) est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services tels que précisés dans les documents du marché public.

La nature des opérations réalisées sur les données est précisée dans les documents du marché public. La ou les finalité(s) du traitement sont : gestion de la prestation de transport en taxi des agents.

Les données à caractère personnel traitées sont notamment les données à caractère personnel courantes tels que l'état civil, l'identité et les données d'identification des agents de l'ANSM.

Les catégories de personnes concernées sont principalement les agents de l'ANSM.

Pour l'exécution du service objet du présent marché public, le responsable de traitement s'engage à mettre à la disposition du sous-traitant (titulaire du marché) les informations nécessaires à la réalisation de la prestation.

7.4 Dispositions générales

Les supports informatiques et documents fournis par l'ANSM au sous-traitant (titulaire du marché) restent sa propriété.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le sous-traitant prend connaissance à l'occasion de l'exécution du marché public.

Conformément aux dispositions du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016 et de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le sous-traitant (titulaire du marché) s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le sous-traitant (titulaire du marché) s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ✓ Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché public, l'accord préalable de l'ANSM est nécessaire ;
- ✓ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ✓ Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du sous-traitant (titulaire du marché) peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-25 et 226-17 du code pénal.

Le Pouvoir adjudicateur (ANSM) pourra prononcer la résiliation immédiate du présent marché public, sans indemnité en faveur du sous-traitant (titulaire du marché), en cas de violation du secret professionnel et du non-respect des dispositions précitées.

7.5 Obligations du sous-traitant (titulaire du marché) vis-à-vis des responsables de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché) s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance.
2. Traiter les données conformément aux documents du présent marché public et instructions de l'ANSM. Si le sous-traitant (titulaire du marché) considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre, si le sous-traitant (titulaire du marché) est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

6. Sous-traitance

Le sous-traitant (titulaire du marché) peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

7. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant (titulaire du marché) doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant (titulaire du marché) des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant (titulaire du marché) doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à : dpo@ansm.sante.fr

8. Notification des violations de données à caractère personnel

Sans préjudice des dispositions mentionnées dans les documents du marché public et relatives aux engagements prévus en matière de sécurité, le sous-traitant (titulaire du marché) notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a pris connaissance, par courrier électronique adressé à : dpo@ansm.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

9. Aide du sous-traitant (titulaire du marché) dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant (titulaire du marché) aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le sous-traitant (titulaire du marché) aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10. Mesures de sécurité

Le sous-traitant (titulaire du marché) s'engage à :

- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Mettre en œuvre les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;

Le sous-traitant (titulaire du marché) s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité adaptées prévues par les documents du marché public.

11. Sort des données à caractère personnel

Au terme de l'exécution du présent marché et selon le choix de l'ANSM, le titulaire renvoie toutes les données à caractère personnel à l'ANSM ou au tiers désigné par l'ANSM.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies de données détruites, le titulaire ou son sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

12. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant (titulaire du marché) communique aux responsables de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données dès la notification du présent marché public, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou à défaut l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

13. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant (titulaire du marché) déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des responsables de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées des responsables de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

14. Documentation

Le sous-traitant (titulaire du marché) met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le responsable du traitement ou un autre auditeur mandaté, et contribuer à ces audits.

7.6 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant (titulaire du marché public)

Le responsable de traitement s'engage à :

- Fournir au sous-traitant (titulaire du marché) les données visées aux 7.1 et 7.3 du présent article ;

- Formaliser par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant (titulaire du marché) ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant (titulaire du marché) ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits auprès du sous-traitant (titulaire du marché) ;
- Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

ARTICLE 8 : FACTURATION - PAIEMENT

8.1 Facturation

Les règlements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique et sur présentation d'une facture. Les factures afférentes au paiement sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro d'ordre et la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la date d'exécution des services,
- la dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant pour la période concernée,
- le montant total HT, le montant de la TVA, et son taux applicable au moment des prestations le montant total TTC.

Les factures relevant des courses domicile – travail exécutées pour le compte des personnes à mobilité réduite doivent être éditées distinctement de celles des autres bénéficiaires.

Les factures comme toutes les autres pièces composant l'offre ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr> et devront comporter les informations suivantes :

- N° SIRET de l'ANSM : 18003611300017,
- Code service : ANSM-PCREF,
- numéro d'engagement : référence du bon de commande (CBDC xxx,) ou le numéro de marché le cas échéant.

En cas de changement de coordonnées bancaires, un RIB de banque doit impérativement être également déposé sur Chorus Pro à l'appui de la facture.

NB : en cas de non-respect de cette obligation de dépôt des factures sur le portail « Chorus Pro », les factures transmises par courrier postal ou courriel seront retournées dès réception et seront considérées comme non parvenues à l'ANSM.

8.2 Délai global de règlement

Le délai global de paiement est celui fixé par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et par le code de la commande publique. **Le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception et après acceptation de la facture** conforme par l'ANSM en application de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

L'ANSM se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au compte indiqué à l'acte d'engagement.

Si le pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces, des justificatifs, mentions prévues au marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, il peut suspendre le délai de paiement, dans la limite d'une (1) fois.

Dans cette hypothèse, l'ANSM doit préciser au titulaire, à l'occasion de cette suspension, les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception de la totalité des éléments demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente (30) jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, appliqués conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles L2192-12 à L2192-14 puis R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.
- donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

➤ **Versement d'une indemnité forfaitaire automatique :**

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à quarante (40) euros en application de l'article R2192-35 du code de la commande publique. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à l'ANSM et y joindre les justificatifs nécessaires.

➤ **Délai de paiement des intérêts moratoires et indemnité forfaitaire :**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal conformément à l'article R2192-32 du code de la commande publique. Le dépassement du délai de quarante-cinq (45) jours peut donner lieu au versement d'intérêts au taux de l'intérêt légal, dans les conditions de l'article 1231-6 du code civil.

8.3 Modalités de paiement

Les utilisateurs du présent marché sont dispensés du paiement immédiat à bord du véhicule.

Les factures sont remises à l'ANSM au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Chaque facture fait apparaître une ligne par course avec indication du détail de la composition de ce prix.

Les courses de taxi seront réglées mensuellement à terme échu après réalisation de la prestation à l'appui de la facturation adressée et sous réserve de l'émission par l'ANSM d'un service fait constatant l'exécution des prestations.

Nonobstant les stipulations précitées, l'abonnement d'adhésion au service est le cas échéant payé trimestriellement à terme à échoir pour le quart du montant forfaitaire annuel, sur présentation d'une facture.

8.4 Avance

Sauf renoncement du titulaire dans l'Acte d'Engagement, une avance est versée conformément et dans les conditions prévues aux articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à cinquante mille euros hors taxes (50 000 € HT) et la durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

8.5 Nantissement – cession de créance

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

8.6 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCP ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités décrites ci-dessous sont exigibles dès le premier (1^{er}) euro et le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1 000) euros pour l'ensemble du marché. Elles sont exigibles sans mise en demeure préalable.

Les pénalités s'entendent selon des montants hors taxes et sont applicables par l'ANSM, selon les cas, de plein droit ou au terme d'une mise en demeure restée infructueuse, dans les conditions ci-après définies.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, l'ANSM retient le montant des pénalités par réfaction sur facture, voire par tout autre moyen de droit.

9.1 Pénalités de retard

Pour les courses en taxi au départ ou à destination du site de l'ANSM de Saint-Denis (et quel que soit le motif de celles-ci), en cas de retard de quinze (15) minutes au lieu indiqué préalablement annoncé lors de la réservation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de trente pour cent (30%) du montant de la course.

Pour les courses en taxi au départ ou à destination du site de l'ANSM de Lyon ou de Vendargues, en cas de retard de quinze (15) minutes au lieu indiqué préalablement annoncé lors de la réservation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de quarante pour cent (40%) du montant de la course.

9.2 Pénalités pour défaut de transmission de l'état statistique mensuel par le titulaire

Une pénalité forfaitaire de cent (100) euros hors taxes sera appliquée, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect de l'obligation de transmission de l'état statistique mensuel dans les délais prévus au présent CCP.

9.3 Autres pénalités

Pour tout autre manquement aux obligations fixées dans les documents du présent marché et à la suite d'une mise en demeure adressée au titulaire restée infructueuse (soit en cas d'absence de réponse, de mesures correctrices ou si les mesures correctrices mise en place ne permettent pas de mettre fin au manquement constaté), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50€) par jour et par manquement.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

10.1 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en cas d'évolution technique ou réglementaire impactant l'exécution du marché et impliquant l'adjonction de nouvelles prestations au marché ou la suppression de prestations du marché.

En outre, la mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception.

Ainsi, la clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par l'ANSM et/ou d'évolution législative ou réglementaire française et/ou de modifications des modalités de prise en charge ou de remboursement des transports de personnes à mobilité réduite pour l'Agence ;
- Augmentation de la volumétrie des prestations en cours d'exécution du marché dans la limite de dix pour cent (10%) du montant maximum HT initial de la partie à bons de commande du marché.

Toute modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à l'ANSM accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les délais et les modalités d'organisation et de mise en œuvre envisagées)
- une offre financière et les impacts calendaires sur le marché.

L'acceptation de la modification se fait par décision unilatérale de l'ANSM.

À compter de la réception par l'ANSM de la proposition de modification contenant à minima la documentation technique et éventuellement la proposition tarifaire, celle-ci dispose d'un délai de dix (10) jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'ANSM n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si l'ANSM émet des observations ou pose des conditions, le titulaire disposera d'un délai de dix (10) jours calendaires, ou d'un autre délai convenu entre les parties, pour tenir compte des observations ou conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'ANSM dispose d'un délai de cinq (5) jours calendaires ou d'un autre délai convenu entre les parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'ANSM vaudra refus de la modification.

L'insertion des nouveautés est conditionnée à l'accord préalable écrit de l'ANSM et à l'appui du devis éventuellement proposé.

10.2 Évolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, une modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les obligations du marché.

Le titulaire prendra notamment (sans que sa charge soit limitative) à sa charge sans supplément de coût pour l'ANSM toute évolution de l'équipement de ses véhicules dédiés au transport de personnes à mobilité réduite et/ou de la formation/qualification de ces chauffeurs affectés à ce type de transport imposée par le cas échéant par la réglementation en vigueur.

10.3. Modifications du marché public applicables de plein droit

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant :

- I. Les changements de réglementation qui s'imposent à l'ANSM et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.
- II. De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par l'ANSM. Il s'agit des modifications suivantes :
 - La modification du siège social,
 - La modification du compte bancaire,
 - La désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
 - Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
 - Les changements d'indice de révision des prix,
 - L'évolution de la fiscalité.
- III. Les modifications des prix des prestations dont le montant est encadré par la réglementation en vigueur (courses de taxi et autres charges et suppléments afférents) liés à des évolutions et/ou modifications des modalités de calcul des tarifs prévus par cette réglementation seront traitées dans le cadre d'une révision de prix desdites prestations conformément aux stipulations du présent CCP. Cela concernera notamment (et sans que cette liste ne soit limitative) les modifications des plages horaires des tarifs de jour et de nuit et/ou des différentes catégories de tarifs applicables. Par ailleurs et dans tous les cas, la remise accordée à l'ANSM à l'annexe financière par rapport aux tarifs maximum fixés par arrêté préfectoral devra être maintenu.

ARTICLE 11 : RÉSILIATION

L'ANSM pourra, à tout moment, résilier le marché en faisant application des articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

11.1 Résiliation pour motif d'intérêt général :

L'ANSM peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. Cette décision de résiliation, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique avec accusé de réception, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnisation dès lors que l'accord-cadre n'est encadré par aucun montant minimum en valeur ou en quantité.

11.2 Résiliation pour faute

Le marché public peut être résilié de plein droit pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- L'ensemble des cas de résiliation prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS ;
- non-respect des obligations contractuelles ;
- le titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires ;
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- le titulaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- inexactitude des renseignements prévus au code de la commande publique ;
- le titulaire n'est pas à jour du paiement de ses cotisations d'assurance-chômage ;
- refus du paiement des pénalités prévues au présent CCP.

En cas de non-respect de l'article L8222-6 alinéa 2 du code du travail par le titulaire, l'ANSM pourra résilier le marché public avec effet immédiat si dans un délai de deux (2) mois à compter d'une mise en demeure, le titulaire n'a pas apporté la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

La décision de résiliation ne sera notifiée qu'après que le titulaire a été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrés.

La résiliation du marché public pour faute du titulaire n'ouvre aucun droit à indemnité.

Le décompte de résiliation devra être réalisé dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS

11.3 Exécution par défaut

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'ANSM peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations du marché aux frais et risques du titulaire soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution par le tiers désigné par l'ANSM.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 12 : INDÉPENDANCE DES CLAUSES – NON-RENONCIATION

Si une des clauses du présent CCP ou de l'un des documents constitutifs du marché public venait à être déclarée par toute juridiction compétente, illégale, nulle, inapplicable ou inopposable, en tout ou partie, au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée sera réputée non écrite, le CCP demeurant valable pour le surplus. Les parties négocieront de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que l'ANSM n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à celle-ci.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé d'un article et son contenu, le contenu prévaudra sur l'intitulé.

ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE – LANGUE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de différend ou litige, et avant toute action contentieuse, l'ANSM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution du marché et pourront recourir, conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique, aux comités consultatifs de règlement amiable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'ANSM et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations/livraisons à effectuer

Dans le cas où un règlement amiable entre les parties ne serait pas possible, le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le siège social de l'ANSM sera seul compétent pour trancher tout différend ou litige susceptible d'intervenir en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 14 : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents généraux :

Nature de la dérogation	CCAG-FCS	CCP
Documents constitutifs du marché	Article 4.1	Article 2
Prix	Articles 10.1.1 et 10.1.2	Article 4.2
Constatation de l'exécution des prestations	Article 27.3, 28, 29, 30.1 et 30.4	Article 6
Pénalités	Article 14.1	Article 9
Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 42	Article 11.1